

Du désir d'autre chose, sortir des assignations

Site Médiapart <https://blogs.mediapart.fr/>

Hebdo #105 30 septembre 2021 par **Guillaume Chaudet Foglia**, Journaliste.

Individualisation des parcours, concurrence à outrance : le principe de la « méritocratie » vanté par le gouvernement dans sa politique éducative n'a jamais paru aussi illusoire. La figure du « transfuge de classe » ne suffit pas à « contrecarrer les statistiques de l'échec » et alors qu'on attendrait de lui qu'il célèbre les vertus émancipatrices de l'école, c'est bien le plus souvent dans les ressorts familiaux qu'il puise la force de sa réussite.

« *Ne pas savoir donner d'espoir à nos mêmes fait de nous des adultes inutiles.* » GTK

Au service d'une vision de société où la compétition est envisagée comme moteur, les réformes au sein de l'Éducation nationale se poursuivent à grand train, comme l'attestent les annonces récentes d'Emmanuel Macron d'accorder aux directrices et directeurs d'école un pouvoir de recrutement et plus « d'autonomie ». Individualisation des parcours, privatisation des cursus, concurrence à outrance – entre élèves, entre professeurs, entre établissements : le principe de « l'égalité des chances » et le doux parfum de la méritocratie vantés par les gouvernements successifs n'ont jamais paru aussi illusores.

Au cœur de cette mécanique compétitive, la figure du transfuge de classe ne suffit pas à « *contrecarrer les statistiques de l'échec* ». La faible mobilité sociale et le caractère systémique des inégalités ne permettent pas d'ériger ces récits d'ascension sociale en théories dont on peut se prévaloir pour défendre ces politiques publiques.

Au contraire, ces regards croisés de transfuges publiés dans le Club tressent régulièrement un point commun : alors qu'on attendrait d'eux qu'ils célèbrent à travers leurs récits de scolarité les vertus émancipatrices de l'école méritocratique laïque, c'est bien le plus souvent dans les ressorts familiaux, les vies de quartiers qu'ils puisent la force de leur réussite.

Dans ces récits, l'illusion « intégrative » de l'école dévoile un désenchantement vis-à-vis de la République. Désenchantement qui mérite de s'incarner dans un désir pour sortir des assignations et répondre aux aspirations d'égalité.

« Pour que nous puissions faire des rêves réveillés »

« *La plus belle preuve d'amour que j'ai donné aux quartiers qui m'ont vu grandir ça a été de refuser d'en partir, de rester, de continuer à y vivre. Cela ne fait pas de moi un héros, et l'assignation à résidence n'est jamais une bonne chose, personne n'est coupable de vouloir partir, mais si j'y reste et j'y resterai quoi qu'il arrive, c'est parce que je les trouve beaux.* » Hassan Guenfici, entrepreneur, relate son histoire d'amour avec les quartiers nord de Marseille dont il est issu. De l'usine sucrière de Saint-Louis à la place du Mérou à la Castellane, en passant par l'avenue de Saint-Antoine, il retrouve dans la description des lieux de son enfance ce qui le constitue aujourd'hui. C'est la force de ceux d'en bas qu'ils « *mettent dans des combats souvent perdus d'avance face à un système qui les regarde de haut, en plus de les regarder de loin* ».

Fiers de ses « *particularismes* », qui représentent si peu face à « *l'immensité de notre indigence matérielle* », il en appelle à l'amour, « *malgré les insuffisances et les imperfections* » pour dépasser la fracture et les fêlures, « *enfin aimer malgré toutes les différences qui nous distinguent du reste de la ville, car après tout dans les quartiers nord nous ne voulons pas l'uniformité, ce que nous voulons c'est l'égalité !* ».

C'est également en arpentant des lieux, le XVI^e arrondissement parisien, que Soldat petit pois, écrivaine, revisite ses souvenirs d'étudiante à Sciences-Po. Une fracture vivace, coincée entre l'envie de « *déguerpir de chez [elle] où il y avait une odeur de rien du tout, partir loin là où les rêves se réalisent* » et le sentiment d'imposture qui l'habite dans la grande école, et qu'elle souhaite cacher au plus vite : « *Je me sentais grotesque, dans ces habits-là, je n'avais qu'une hâte : qu'ils m'aillent enfin...* »

Transfuge poussée par les sacrifices financiers de ses parents, elle se confronte aux « *aspirations bien modelées, des schémas à reproduire, des ambitions à se construire* » pour mieux dénoncer sous sa plume poétique les idéaux de la réussite construits par la société capitaliste : « *J'ai servi d'apéritif à une société qui cachait ses vices derrière quelques dorures et de la propagande à grande échelle : celle des*

idéaux qu'elle tend à la jeunesse qui affrontera les conséquences de ces rêves trop endormis, trop inconscients. »

Cinq ans plus tard, sa « *tête construite qui n'est plus le vaste chantier d'alors* », elle récuse ces rêves qu'on lui « *avait si bien vendus* ». « *Parce que les rêves des enfants sont colonisés par le capitalisme et que la bourgeoisie est son meilleur paravent, parce qu'on ne se rend pas compte de l'importance de ces espoirs calqués sur un modèle voué à l'obscurité, ces ambitions plaquées sur ce qui s'effondre.* » Elle se refuse à la fatalité : « *C'est une bataille culturelle qui s'engage et qui sera de longue haleine : une bataille pour que les riches ne dictent plus les rêves. Pour que l'on dissocie leur quotidien qui tintamarre et qui blesse, de ce qui porte et envole. Pour que nous puissions faire des rêves réveillés.* »

« L'exception consolante »

Maints récits documentent la traversée des frontières sociales et des plafonds de verre ; Jean-Pierre Véran, formateur, choisit de chroniquer celle ô combien symbolique de Jean-Paul Delahaye. Son titre, *L'exception consolante*, renvoie aux termes de Ferdinand Buisson : « *ces exceptions propres à faire oublier l'injustice foncière qui reste la règle générale* ».

Symbolique car Jean-Paul Delahaye – qui tient également un blog sur Mediapart – fut conseiller spécial du ministre de l'Éducation nationale et, dans son récit, il souligne à quel point la société française et son école sont toujours aussi injustes, peut-être plus encore qu'elles ne le furent auparavant.

L'itinéraire d'« *un grain de pauvre dans la machine* » constitue une véritable radiographie de notre système scolaire. Jean-Paul Delahaye y fait un sort à la méritocratie républicaine : « *Comment peuvent-ils parler de "mérite" quand ils parlent de leur réussite à l'école et dans les concours ? L'élitisme soi-disant républicain dont ils nous rebattent les oreilles n'est en réalité qu'un élitisme social.* » Il constate que « *nous sommes le pays dans lequel l'origine sociale pèse le plus sur les destins scolaires [...]. Nous aurons donc à construire un rapport de forces favorable à la réussite de tous car le fonctionnement élitiste et inégalitaire de notre école ne nuit pas à tout le monde.* »

Dans ce qui peut être lu comme une longue lettre à sa mère, morte prématurément en 1981, s'éclairent mutuellement les souvenirs de l'enfance, de l'adolescence et d'entrée dans l'âge adulte : Jean-Pierre Véran y décèle les motivations de son parcours : « *Il y a, dans la fidélité de Jean-Paul Delahaye à sa mère, dont le sacrifice a permis son accès à l'internat et à la réussite à l'École normale, et à tous les siens, dans la constance de son engagement pour la réussite des élèves issus des milieux populaires, dans sa volonté de nommer la pauvreté par son nom, le témoignage que, s'il est devenu "caméléon social", numéro 2 du ministère de l'Éducation nationale, il n'a jamais trahi, même si, parfois, il a caché au regard impitoyable des "serviettes" sa condition de "torchon".* »

C'est également dans le registre de l'hommage familial que puise Kaoutar Harchi, dont le livre *Comme nous existons* est chroniqué dans le Club par la chercheuse Djalila Delache ainsi que dans la nouvelle émission de Mediapart « L'esprit critique ».

L'auteure y dévoile son parcours scolaire au cours des années 2000 jusqu'à son entrée à l'université en rendant là encore un hommage appuyé aux sacrifices de ses parents, véritable raison de sa réussite. Ce récit d'« *existence minoritaire* » à la première personne tend à travers son joli titre à la révélation d'un « nous » à valeur de communauté politique de destin. « *Son titre, écrit Djalila Delache, est infiniment parlant, évocateur, parce qu'il en est fini de vivre en rasant les murs, sans bruit, en baissant le front, sans être vraiment. Kaoutar Harchi ouvre la page, la porte, le siècle avec autre chose pour ceux que l'on nomme les "émigrés" ici et là-bas : elle ouvre le droit au collectif d'exister et de compter sur la balance, de compter autour de la table, de compter en visibilité et en force vive au sein de la société, ici et maintenant.* »

Quand elle n'est pas familiale, la figure tutélaire de l'émancipation est souvent celle d'un « proche », fût-il symbolique. C'est ce qu'on relève dans le beau billet hommage de l'écrivaine Faïza Guene à l'écrivain Mehdi Charef : « *Vos romans ne me bouleversent pas seulement parce que je m'y reconnais, et que j'y reconnais mon histoire, pas seulement par familiarité, pas seulement parce que mes parents sont originaires de la région de Maghnia à l'ouest de l'Algérie, tout comme les vôtres. Vos récits ne me touchent pas seulement parce que moi aussi j'écrivais à leur place les lettres au pays et les documents administratifs, et que j'observais leurs sacrifices de mes yeux d'enfants, pas seulement parce que je sais les sentiments et les aspirations étriquées d'un enfant pauvre, le tiraillement entre ici et là-bas, pas seulement parce que l'écriture m'a évité un destin tout tracé, comme à vous.* »

Et comme pour Soldat petit pois, apparaît encore le « syndrome de l'imposteur » qui, s'il n'émane pas de soi, émane du regard de l'autre : « *Arrive le succès et j'ai beaucoup de mal à réaliser l'intérêt qu'on me porte soudain. Je me suis sentie très vite perdue et très vite prise de haut, par une partie du milieu*

littéraire et par certains journalistes notamment. Voilà la première question à laquelle il m'avait fallu répondre : "Est-ce qu'on t'a donné la main pour t'aider à écrire ce livre ?" Je comprends qu'on ne me croit pas, on m'accuse de ne pas avoir écrit ce livre. »

Les « enfances de classes »

Si ces figures de transfuge témoignent d'une émancipation possible, pour l'essentiel le chemin est semé d'embûches et les réformes en cours n'incitent pas les contributeurs du Club à l'optimisme.

Marqueur de l'école du tri social, reproduisant les inégalités, le lycée professionnel est dévoré par le « monde de l'entreprise », analyse Théo Roumier dans « Celles et Ceux des Lycées Pro ». Pour le syndicaliste, les enfants des classes populaires y étant massivement scolarisés, « *le combat pour l'égalité et l'émancipation peut et doit d'autant plus s'y frayer un chemin* ».

Hier comme aujourd'hui, la rhétorique ministérielle et gouvernementale de « l'égalité des chances » à l'école se heurte « *à la sélection sociale instituée par les trois voies du lycée* ».

S'appuyant sur des tracts de 1986, Théo Roumier constate lui aussi l'échec de 40 ans de politique éducative où la sélection frappe bien avant l'entrée à l'université : « *La finalité de l'enseignement professionnel c'est le travail salarié, et vite. Les études ce n'est pas pour les enfants de la classe ouvrière...* » Cette finalité d'insertion rapide dans l'économie de jeunes travailleurs, marquée notamment par le retour en force de l'apprentissage avec la réforme de 2018, fait que le « *monde merveilleux de l'entreprise est devenu un véritable mètre-étalon* ».

« *À la prétendue égalité des chances, qui fait croire au "mérite" individuel comme seul critère d'orientation* », Théo Roumier préfère « *le combat pour l'égalité des droits qui rappelle que l'école n'est pas déconnectée de la société, du rapport de classe comme des inégalités et des discriminations qui la traversent* », et la défense d'un service public de l'enseignement professionnel dégage « *des obligations de rentabilité et/ou d'efficacité qui sont celles des entreprises et des services* ».

Même constat pour Nasr Lakhassi, qui relève que la ministre du travail s'est une nouvelle fois félicitée des bons chiffres de l'apprentissage, ce qui pour lui n'a rien d'étonnant quand on sait que les employeurs perçoivent des primes pour chaque recrutement : « *Franchement, la couche de vernis est belle. Quelle chance nous avons ! L'école ne forme plus, les gamins ne veulent plus y aller, les enseignants sont tous (ou presque) des bons à rien...et voilà que tombe du ciel la formation patronale !* »

Levant le voile sous les effets de communication médiatique, il documente la réalité quotidienne des conditions de recrutement et de travail des apprentis. « *Voilà ce que le gouvernement, le patronat, des pédagogues, des syndicalistes, la quasi-totalité des médias, trouvent excellent pour l'éducation et la formation de nos enfants ! Ils sont pourtant tous parfaitement au courant des nombreuses dérives et des grandes souffrances que l'apprentissage génère. D'ailleurs, ils n'y mettent jamais leurs enfants ! Mais ils ferment fâcheusement les yeux car il y a beaucoup trop d'enjeux financiers...* »

Pour cet enseignant de l'enseignement professionnel, « *le LP est transformé en voie de secours ; il n'est plus la voie d'excellence pour l'éducation et la formation professionnelle* ». Selon lui, l'apprentissage n'est plus un système de formation équitable mais un système de sélection et de tri au service des entreprises et est « *en train de couler dans l'indifférence générale* ».

James, conseiller en insertion sociale professionnelle auprès « *des jeunes sans espoir, des jeunes qui pensent à l'avenir et angoissent, des jeunes à la ramasse... Invisibles, oubliés* », avertit dans « *La jeunesse face à l'avenir* » : « *Préparez vos oreilles à entendre de grandes phrases pompeuses durant la campagne présidentielle. Des promesses lancées dans le vent qui devraient mettre cinq ans à retomber : le temps que nos jeunes deviennent des adultes à qui l'on dira de chercher un emploi et qui ne parviendront pas à s'insérer sur le marché du travail, viendra ensuite la fournée suivante que l'on jettera en pâture au marché contre quelques piécettes.* »

C'est ce même mécanisme de tri qui s'opère à l'opposé du prisme scolaire et que sonde encore Jean-Pierre Véran en analysant les choix de spécialités des lycéens généraux en première et terminale : « *Il y a désormais l'excellence qui récompense les élèves "méritants" des quartiers populaires, et la vraie élite scolaire qui se protège et se reproduit derrière les murs des lycées abritant les meilleurs classes préparatoires, puis sur les campus de ces grandes écoles.* » Cet apartheid, qui débute dès les « *enfances de classes* » décrites par Bernard Lahire, est conforté à l'école par les inégalités de composition sociale des écoles, collèges et lycées, publics et privés, d'une part, par les possibilités de

sélection offertes par les choix d'options, de langues ou de spécialités, d'autre part.

Tirs croisés contre « l'hubris méritocratique »

« *Cordées de la réussite* », « *internat d'excellence* » : la politique gouvernementale orientée vers l'égalité des chances tend vers « *la sève du mérite* », comme l'énonçait Emmanuel Macron dans un discours à Clermont-Ferrand, il y a tout juste un an. Pourtant, cette illusion méritocratique est très largement déconstruite par les chercheurs, qui la jugent peu pertinente et trop individualisante : c'est une « *lecture des aspirations scolaires fondée sur l'individu et non pas sur un projet de société. [...] On valorise la lecture individuelle fondée sur le plaisir qu'on a de lire les histoires qui cachent la forêt des inégalités structurelles* », analyse Annabelle Allouch, dont le dernier livre, *Mérite*, est chroniqué dans le Club par l'historien de l'éducation Claude Lelièvre.

Mérite qui se transforme au gré des débats publics : « *Il ne s'agit pas non plus de juger s'il faut ou non en finir avec le mérite. Il s'agit plutôt de comprendre les modes de production et les usages de la rhétorique méritocratique, mais aussi la manière dont son sens se transforme au fil du temps, du mérite républicain au mérite néolibéral [...], au fur et à mesure des luttes politiques dont il fait l'objet, et des groupes sociaux qui l'investissent.* »

Cette logique est également dénoncée par Marcuss dans son billet intitulé « Pourquoi je suis contre la méritocratie ? » : « *Cette disharmonie des places sociales assignées à chacun et pour l'écrasante majorité dès la naissance, ne peut se justifier que par une invisibilisation des rapports de domination, d'exploitation et de discrimination qui traversent notre société stratifiée, grâce à la mise en avant du mérite individuel reconnu comme l'effort personnel de chacun pour conquérir sa place dans l'ordre du monde.* »

Jadran Svrđlin, enseignant, abonde dans ce sens « *en mettant en lumière ces transfuges de classe, on abandonne définitivement tous les autres. La réussite de quelques-uns justifie l'assignation de tous les autres à leur résidence sociale d'origine et fait porter sur leurs seules épaules toute la responsabilité de leur situation* ».

Dans son brillant billet « École : comment résister à la stratégie du choc ? », il poursuit : « *Il est donc nécessaire de rappeler sans cesse que le but de tout cela est de faire à moyen terme de l'école publique une école au rabais réservée à la masse qui se contentera de son statut social dont les volontés d'émancipation seront étouffées dans l'œuf par l'idéologie méritocratique et les processus de culpabilisation sous-jacents à celle-ci et qu'il s'agit d'une stratégie cohérente censée apporter des bénéfices directs au secteur privé mais aussi indirects sous forme de cette docilité fabriquée patiemment.* » Ce fantasme des pauvres irresponsables qu'analyse Faïza Zerouala a bien des raisons politiques, puisque « *l'appel à se responsabiliser ne vise que les plus modestes* ».

Au service d'une vision de société où la compétition est envisagée comme moteur, les réformes au sein de l'Éducation nationale se poursuivent à grand train, comme l'attestent les annonces récentes d'Emmanuel Macron visant à accorder aux directrices et directeurs d'école un pouvoir de recrutement et plus « *d'autonomie* ». « *Quoi de mieux que faire de l'école une préfiguration de l'entreprise ? Une institution gérée (disent les entrepreneurs) comme une entreprise ?* », questionne Nestor Romero, enseignant, dans son billet « Marseille, un discours de Chef ». Ce dogme néolibéral de la concurrence appliqué à l'éducation est analysé par A. Leucha, professeur d'histoire-géographie : concurrence entre les élèves, entre les établissements, entre les professeurs, entre les matières, « *le ministre génère un désastre et demande aux professeurs de prendre la responsabilité de l'organiser* ».